

## FAITS SAILLANTS

- Insécurité alimentaire aigue : environ 1,2 million de personnes à risque de stress (IPC Phase 2) à partir de janvier 2014, mais la situation reste meilleure que celle des cinq dernières années.
- Plus de 37 000 personnes ayant fui les violences au nord du Nigéria enregistrées dans la région de Diffa.
- En pleine expansion, le cash-transfert renforce le rôle de gestionnaire de la femme au sein des ménages vulnérables.

## CHIFFRES CLÉS

Population totale	17 M
Nb. de réfugiés maliens au Niger	50 000
Classement IDH (sur 186)	186
Pop. ayant fui le Nigéria vers Diffa	37 000
Taux de MAG chez les < 5 ans	13,3%
Pop. sans accès à l'eau potable	48%
Sources : CAP 2013, UNDESA, HCR, UNDP, UNICEF	

## Inondations

Nb de ménages affectés	26 232
Nb de personnes affectées	232 833
Nb de morts	29
Superficie des cultures inondées	6 872ha

## FINANCEMENTS

**355 millions**  
fonds requis (en US\$)

**74%**  
financés



## Au sommaire

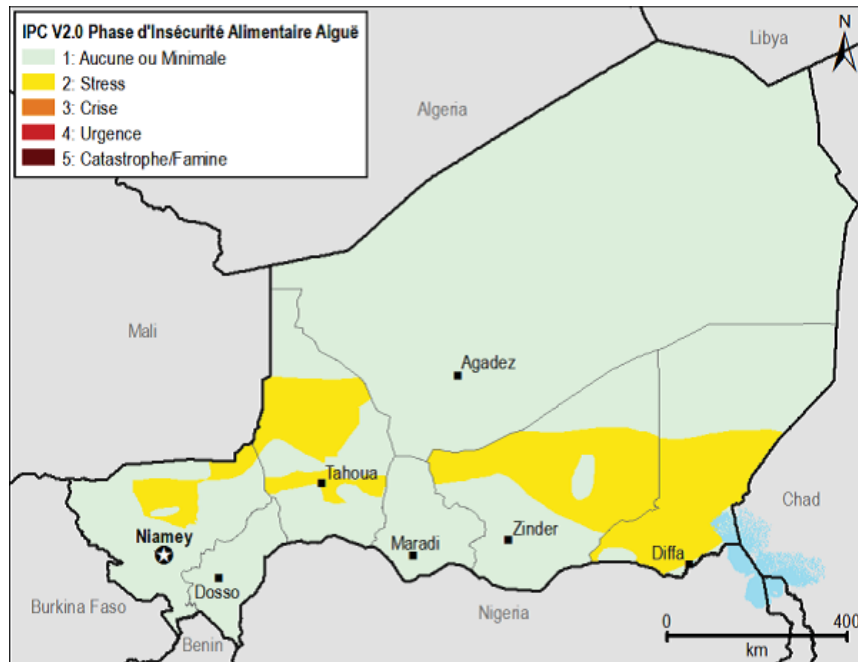
- Insécurité alimentaire aigue P.1
- Nouvelles inondations à Diffa P.2
- Mouvements de populations P.6
- Financement déséquilibré du CAP P.7

## Bonne perspective de sécurité alimentaire, mais 1,2 million de personnes à risque

Selon les prévisions du Réseau des systèmes d'alerte précoce contre la famine (FEWS-NET), en dehors de l'insécurité alimentaire chronique, l'insécurité alimentaire aigue des ménages au Niger reste minimale (IPC Phase 1) en octobre à travers tout le pays, et pourrait persister ainsi jusque mars de l'année prochaine.

Cependant, FEWS-NET insiste qu'entre janvier et mars 2014, l'accès alimentaire et les revenus des ménages pauvres et très pauvres seront significativement réduits et

l'insécurité alimentaire aigue pourra évoluer en phase de « stress » (IPC Phase 2), notamment dans les régions de Tillabéry et Diffa, et dans certaines zones localisées des régions de Tahoua et Zinder suite au déficit de production et d'accès aux marchés (voir carte).



Source : FEWS-Net

Au total, environ 1,2 million de personnes pourront être affectées par cette situation, principalement dans les départements de Ouallam (région de Tillabéry) et Nguigmi (région de Diffa). Cette situation reste pourtant meilleure que celle des cinq dernières années.

Selon l'évaluation préliminaire des récoltes, effectuée en octobre par la Direction des statistiques agricoles, la production du mil et de sorgho représente 99% des 3,7 millions de tonnes de céréales produites au cours de la campagne agricole 2013, ce qui dégage un déficit de près de 319 000 tonnes principalement de riz et de blé pour couvrir les besoins céréaliers des 17 millions de nigériens. Cette production, globalement bonne, reste inférieure à celle de 2012 et supérieure à celle de 2011.

*La situation sécuritaire au Mali et au Nigéria parmi les éléments pouvant aggraver la situation d'insécurité alimentaire aigue au Niger*

## Ouallam et Nguigmi, deux zones de préoccupation

Les zones agropastorale de Ouallam et pastorale de Nguigmi sont les plus à risque selon l'analyse de perspective sur la sécurité alimentaire de FEWS-NET.

Contrairement à la campagne agricole 2012 dans la zone de Ouallam, celle de cette année n'a bénéficié que d'une installation tardive des semis en juillet et d'une longue période de sécheresse pendant la phase de reproduction des cultures en septembre. FEWS-NET y voit une situation similaire à celle de 2011 au cours de laquelle la production de mil et sorgho avoisinait 25 000 tonnes, soit un déficit de plus de 68 000 tonnes. Bien que ce déficit puisse être atténué par un excédent de production de mil et sorgho de 2012, il reste que plus de 60% de la population de la zone, majoritairement pauvre, pourront connaître une rupture rapide de stocks. D'où le risque d' « insécurité alimentaire stressée » au premier trimestre de l'année prochaine.

La zone pastorale de Nguigmi a souffert cette année d'un faible développement du tapis herbacé, d'un retard de croissance des cultures céréalières à la suite d'un mois de retard dans l'installation de la saison des pluies et d'une longue période de sécheresse en septembre. Par ailleurs, le niveau élevé des eaux du lac Tchad a retardé la culture du maïs, et par conséquent de la récolte qui du reste sera moyenne. Les bonnes perspectives des ventes liées à la hausse des prix de bétail seront cependant compensées par la hausse des prix des céréales. Malgré que les ménages pauvres et très pauvres pourront couvrir leurs besoins alimentaires et de subsistance d'ici la fin de l'année, FEWS-NET estime leur perspective de revenus insuffisante pour faire face aux dépenses au premier trimestre 2014.

## Événements pouvant altérer la situation de sécurité alimentaire

Cette perspective moyennement positive pourrait changer, prévient FEWS-NET, si certains événements du reste possibles se matérialisaient dans les six prochains mois, tant sur le plan national que dans les deux zones de préoccupation. Sur le plan national, des mouvements de populations additionnels liés aux troubles au Nigéria, la faible mise en valeur des sites de cultures irriguées, la hausse plus qu'estimée des prix des céréales, ainsi que des pressions sur la reconstitution des stocks pourront influencer négativement sur les prévisions.

Dans la zone agropastorale de Ouallam, le développement de la situation au Mali et un niveau de demande plus que prévu des céréales ou une limitation de niveau d'importation des céréales d'autres pays constituent des facteurs de risque. Enfin, pour la zone pastorale de Nguigmi, il faudrait éviter les pertes des revenus liées aux inondations des cultures du poivron et les risques de flambée des prix suite au renforcement des mesures de fermeture des frontières avec le Nigéria.



Crédit: Direction des statistiques agricoles (DSA) Niger (Septembre 2013) – une vue d'une exploitation agricole au Niger.

## La komadougou en crue précoce, des inondations à Diffa

**> 3 600**

Personnes déjà affectées par les inondations, des tonnes de vivres et semences nécessaires pour les assister

A peine sortie des inondations d'août-septembre ayant fait plus de 230 000 sinistrés que d'autres inondations, à des échelles un peu moins importantes, sont au rendez-vous. Cette année, la crue de la Komadougou est arrivée un peu plus

tôt que prévue. Depuis le 25 octobre dernier, une dizaine de villages riverains de la commune de Mainé-Soroa sont affectés. Selon la Direction régionale de l'hydraulique,

la côte actuelle, de l'ordre de 491 cm, dépasse de 8 cm le niveau sans précédent de 483 cm atteint lors des inondations de l'année dernière qui avaient fait environ 9 000 sinistrés.

Au 04 novembre, le bilan des inondations établi par les autorités communales de Mainé-Soroa fait état de 511 ménages touchés, 3 638 personnes affectées et près de 271 hectares de cultures inondées. On estime à 51,1 tonnes de riz, les besoins alimentaires des personnes affectées par ces nouvelles inondations ainsi que plusieurs autres tonnes de maïs, blé et pomme de terre pour les semences.

**Tableau 1 : Personnes affectées et besoins répertoriés (en tonnes) à Mainé-Soroa**

Village	Ménages affectés	Pers. affectées	N. d'ha inondé	Besoin alim. Riz	Sem. maïs	Sem. blé	Sem. Po. de terre
Iguir Kelouri	36	304	19,16	3,6	0,46	0,57	0,04
Tam	205	1435	108,65	20,5	2,61	3,26	0,20
Tam Foulatari	50	350	26,5	5	0,64	0,80	0,05
Tam Boulama	33	231	17,49	3,3	0,42	0,52	0,03
Abounga.Souleri	35	245	18,55	3,5	0,45	0,56	0,03
Kanama-Ligaridi	49	352	25,97	4,9	0,62	0,78	0,05
Gremadi	68	476	36,04	6,8	0,86	1,08	0,07
Boulakourna	35	245	18,55	3,5	0,45	0,56	0,03
<b>TOTAL</b>	<b>511</b>	<b>3 638</b>	<b>270,91</b>	<b>51,1</b>	<b>6,50</b>	<b>8,13</b>	<b>0,50</b>

Le stock de contingence de 84 tonnes de riz permet de répondre dans l'immédiat aux besoins alimentaires exprimés par les sinistrés qui ont perdu toute possibilité de récolte. Toutefois, les besoins en semences pour permettre aux populations sinistrées de reprendre la production après le retrait des eaux, restent à ce jour non couverts. Cependant, ce bilan pourra s'alourdir rapidement alors que les inondations touchent déjà le département densément peuplé de Diffa.

En se basant sur les inondations de 2012, le plan de contingence multirisque élaboré cette année table sur près de 2 000 personnes supplémentaires. En effet, la digue de Lada, longue de 700m, à l'origine des dégâts enregistrés l'année dernière, a été achevée, permettant ainsi de protéger ce village et l'ensemble des quartiers de Diffa, riverains de la Komadougou.

Les inondations dues à la crue de la Komadougou en 2012 avaient causé d'importants dégâts sur tous les secteurs socioéconomiques, notamment sur les infrastructures sociales de base (santé, éducation, hydraulique), les exploitations agricoles, la pêche, le pâturage ainsi que sur les infrastructures routières, interrompant la circulation sur des axes majeurs dont ceux menant au Nigeria et vers Nguigmi. Les pertes causées ont été estimées à environ FCFA 10 milliards, soit près de \$ 20 millions.

## Le Cash-transfert en pleine expansion au Niger

L'idée selon laquelle les personnes vulnérables connaissent parfois mieux leurs besoins et qu'une manière pas moins efficace de les assister serait de mettre à leur disposition des moyens de paiement pouvant les aider à les satisfaire, continue de faire son chemin au Niger. De plus en plus, les acteurs recourent au transfert des moyens de paiement aux personnes vulnérables dans le cadre de l'assistance humanitaire ou de la résilience. Au-delà de la fluidité opérationnelle, notamment en termes d'économie des coûts logistiques souvent exorbitants, les ménages vulnérables ont, avec le transfert

*Près de 20 millions de dollars de dégâts causés par les inondations dues à la crue de la Komadougou en 2012.*

monétaire (cash-transfert), l'avantage d'opérer eux-mêmes des choix au regard des moyens disponibles et des offres de biens sur le marché, et l'économie locale est ainsi boostée par la solvabilité de la demande locale. Du choix des bénéficiaires à l'analyse des effets pervers que la surliquidité peut avoir sur les marchés des biens et services locaux, en passant par l'analyse de certaines considérations socioculturelles, tout est apparemment pris en compte pour que l'assistance par cash-transfert profite in fine à ceux qui en ont le plus besoin. Avec le développement et la professionnalisation des institutions de micro-finance, le cash-transfert – au regard du nombre incessamment croissant de personnes assistées et de la diversité des secteurs de mise en œuvre – semble se consolider en tant que mode opératoire d'assistance humanitaire au Niger, en complément bien entendu à d'autres modes de distribution classique de l'assistance.

### Une révolution des interventions pour le PAM-Niger depuis 2010

En réponse à la crise alimentaire et nutritionnelle qui a secoué le Niger en 2010, le PAM avait lancé sa toute première opération d'assistance par cash-transfert, un projet pilote ayant permis à l'organisation d'affiner ses outils opérationnels dans ce domaine.

Tableau 2 : Evolution des interventions en cash-transfert du PAM depuis 2010

Année	Nombre de personnes bénéficiaires	Montant alloué US\$	Proportion par rapport au total budgétaire
2010	285 000	1,6 million	2%
2011	425 000	6,7 millions	18%
2012	1 240 000	45,3 millions	19%
2013*	1 053 000	39 millions	50%

Depuis lors, l'organisation n'a cessé d'étendre ses programmes de cash-transfert conditionnels et inconditionnels dans les villages à forte prévalence d'insécurité alimentaire et nutritionnelle. En 2012, les premières interventions en zone urbaine ont été lancées dans les villes d'Agadez, Tahoua et Tillabery. En trois ans, les activités des transferts monétaires sont passées de 2% du total budgétaire programme à 50%, et le nombre de bénéficiaires de 285 000 à plus de 1,2 million en 2012.

*Avec plus de \$ 39 millions, le PAM est actuellement l'agence humanitaire avec le plus important portefeuille cash-transfert au Niger*

### Partenariat accru au profit des personnes vulnérables

D'un partenaire en micro-finance en 2010 à cinq cette année en plus d'une banque et d'une compagnie de téléphonie mobile, la diversité des partenaires financiers a permis une baisse du taux de transfert de 6 à 4% et une amélioration de la qualité de service pour le PAM. Actuellement l'agence humanitaire avec le plus important portefeuille d'interventions cash-transfert, le PAM travaille en partenariat avec une trentaine d'ONG nationales et internationales.

Par ailleurs, en partenariat avec la FAO, le PAM met en œuvre des projets « cash pour le travail » communautaires – notamment des microprojets d'irrigation – qui soutiennent les activités productives des ménages et améliorent leur sécurité alimentaire. La FAO y apporte son expertise en distribution des semences pour valoriser les ouvrages créés. Ce qui améliore la résilience des communautés vulnérables.

Avec le HCR, un projet de distribution mensuelle de vouchers d'une valeur de 7 000 F CFA (environ 14\$) est en cours depuis avril au profit des réfugiés maliens dans le camp



Crédit: PAM  
Mangaize, Tillabéry, Niger (septembre 2013) – une réfugiée malienne présentant les vouchers au camp de Mangaize.

de Mangaize. Ce projet qui vise à améliorer la sécurité alimentaire des réfugiés maliens se terminera en décembre et a déjà déboursé \$719 212 en voucher au profit de 9 276 ménages.

### Combinaison cash-transfert – rations ciblées en période de soudure à Tahoua, Tillabéry et Zinder

Avec l'aide de ECHO, un consortium de cinq ONG – ACF, ACTED, CONCERN, OXFAM et Save the Children – assiste les ménages très pauvres des régions de Tahoua, Tillabéry et Zinder à faire face aux risques d'insécurité alimentaire et nutritionnels durant la période de soudure en 2013. Les 25 775 ménages bénéficiaires – soit 184 229 personnes – choisis au terme d'un processus communautaire participatif rigoureux ont bénéficié de juin à septembre 2013 de quatre transferts mensuels de 32 500 F CFA chacun (près de \$65) couvrant au moins 70% de leur ration alimentaire mensuelle.

Selon les analyses à mi-parcours du projet, 90% des fonds reçus par les ménages sont effectivement investis dans les besoins alimentaires et non alimentaires essentiels (voir graphique), dont 69% pour les céréales, et leur score de diversité alimentaire s'est considérablement amélioré.

Ce projet a en outre l'avantage d'intégrer un volet de supplémentation alimentaire, convaincu que le cash seul ne saura répondre aux besoins nutritionnels spécifiques des catégories les plus à risques. Ainsi, en collaboration avec le PAM, des distributions de rations individuelles ont ciblé près de 16 051 enfants de 6 à 23 mois, 3 964 femmes enceintes et 15 827 femmes allaitantes. Ce projet pourra constituer le socle pour l'élaboration d'une stratégie de prise en charge systématique des ménages les plus vulnérables pendant la période de soudure, ce qui serait un premier pas vers la résilience.

### La femme au centre de la gestion dans les ménages

**80%**

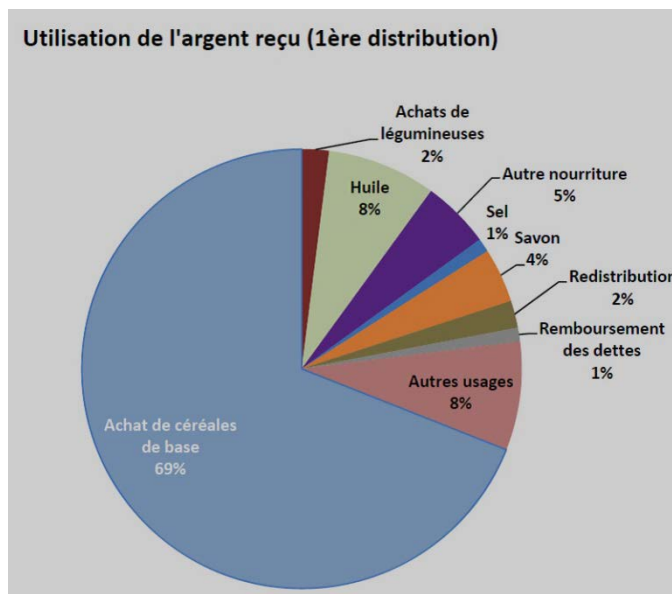
Des récipiendaires des transferts de cash au Niger sont des femmes

En dehors de quelques projets « cash pour le travail », 80% des récipiendaires des transferts de cash au Niger sont des femmes. Ce qui leur donne une autonomie financière dans le foyer et accroît leur participation à la prise des

### \$ 70 millions de la Banque mondiale pour 80 000 ménages à travers la Cellule des filets sociaux

Dans la dynamique de développement, la Cellule des filets sociaux – un des volets du Dispositif national de gestion et de prévention des catastrophes et crises alimentaires – met en œuvre un programme de cash-transfert en appui aux ménages les plus vulnérables dans les régions de Dosso, Maradi, Tahoua, Tillabéry et Zinder. Ce projet qui cible 80 000 ménages en deux cycles de 40 000 chacun, est opérationnel depuis février 2013 et durera 7 ans. Les ménages bénéficiaires toucheront 10 000 F CFA (près de \$20) chaque mois pendant 24 mois, ce qui représente plus ou moins 15% de leur consommation mensuelle, pour améliorer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. En octobre, 10 624 ménages bénéficiaient déjà d'un paiement mensuel et, selon la programmation, ils seront 43 262 fin décembre 2013. Une réunion de concertation mensuelle a été mise en place avec les acteurs humanitaires travaillant dans le même domaine pour éviter une superposition des interventions.

Plus de 180 000 personnes assistées avec le transfert de cash entre juillet et août 2013 par un consortium de cinq ONG appuyé par ECHO.



décisions dans les ménages. Etant donné également le rôle central de la femme rurale dans l'alimentation des ménages, le renforcement de son rôle dans la gestion des ménages est la clé à une affectation plus rationnelle de l'argent reçu. Selon les différents acteurs, cette responsabilisation de la femme dans la gestion de l'assistance en argent est particulièrement bien accueillie dans les différents milieux d'intervention.

## Plus de 37 000 personnes fuyant la violence au nord Nigeria enregistrées à Diffa

Environ 37 332 personnes ayant fui des affrontements dans les États de Borno, Yobe et Adamaoua au nord du Nigeria dont 28 947 ressortissants nigériens et 8 385 nigériens ont été recensées dans la région frontalière de Diffa au Niger, selon les résultats du dernier recensement par la Direction Régionale de l'Etat Civil et des Réfugiés (DREC). Ces chiffres, trois fois bien au-delà de ceux des planifications des humanitaires, constituent une indication des difficultés de mise en œuvre de la réponse humanitaire pour ces personnes vivant essentiellement dans des communautés d'accueil et éparpillées sur une vingtaine de zones. La large couverture géographique de l'enquête qui a couvert 19 zones, serait une des raisons expliquant la différence des chiffres, à en croire le HCR qui a financièrement soutenu cette enquête.

Dans un document de plaidoyer publié en octobre, l'agence onusienne en charge de la protection des réfugiés estime que les personnes fuyant le nord du Nigeria ont de plus en plus besoin de la protection internationale étant donné que la situation dans leurs zones d'origine reste constamment changeante et incertaine. Le HCR demande en outre aux pays voisins de maintenir leurs frontières ouvertes. Pour le cas du Niger, les humanitaires sollicitent l'accélération de l'attribution du statut de réfugiés aux 8 385 nigériens présents dans la région de Diffa, ce qui aura l'avantage de faciliter leur protection.

### L'assistance humanitaire étendue aux communautés d'accueil continue

**\$ 834 957**

Du CERF pour la réponse rapide en protection des personnes ayant fui le Nigeria

Ces personnes fuyant la violence au Nigeria arrivent dans des communautés d'accueil dans une région déjà confrontée à l'insécurité alimentaire. Cette présence d'environ 4 827 ménages peut renforcer la situation de vulnérabilité dans laquelle vivent déjà de nombreuses communautés d'accueil. Pour le HCR, l'assistance devrait sortir de la gestion classique des camps de réfugiés pour atteindre les personnes les plus vulnérables au sein des populations déplacées et des familles d'accueil. Ce qui consolidera également les liens de solidarité entre les communautés d'accueil et les réfugiés/retournés.

Le PAM a signé un avenant avec la Croix Rouge nigérienne pour poursuivre la distribution de vivres aux réfugiés et retournés de Diffa jusqu'en décembre. Le PAM y avait déjà clôturé, au début du mois d'octobre, le quatrième et dernier tour de sa distribution générale ciblée au profit d'environ 43 000 personnes. Le CICR apporte également une assistance vitale en vivres, articles ménagers essentiels et en amélioration de l'accès à l'eau, notamment dans la ville de Bosso qui accueille le plus grand nombre de retournés et réfugiés, environ 10 913 personnes.

Par ailleurs, l'OIM qui avait bénéficié en juillet d'environ \$ 834 957 du CERF pour la réponse rapide dans la protection pour les personnes ayant fui le nord du Nigeria et se trouvant dans la région de Diffa, vient de présenter les résultats du profilage de ces



Crédit: OCHA/ Ibrahim Bosso, Diffa, Niger (septembre 2013) – une vue d'un site de réfugiés nigériens à Bosso.

*Les humanitaires sollicitent l'attribution du statut de réfugiés aux 8 385 nigériens ayant fui le conflit au Nord de leur pays*

personnes. Outre les retournés et réfugiés nigériens, l'OIM qui a travaillé en collaboration avec les structures étatiques et la Croix Rouge nigérienne rapporte également la présence d'une quarantaine de ménages tchadiens.

Un des défis majeurs, reste pourtant le renforcement de la coordination de la réponse humanitaire aux personnes vulnérables dans le cadre de ces flux de mouvements forcés pour une plus grande efficacité. OCHA prévoit de renforcer sa présence dans la région par le déploiement d'un staff supplémentaire à Diffa.

## CAP 2013 financé à 74% avec trois secteurs à la traîne

**\$265 million**

Mobilisés, mais trois secteurs financés en dessous du tiers des montants demandés

Selon le rapport du système de suivi de financement humanitaire (FTS), l'Appel global 2013 du Niger de l'ordre de 355 millions de dollars américains est relativement l'un des mieux financés cette année avec 74% des financements

mobilisés au 04 novembre, soit \$ 265 millions dont près de \$ 50 millions reporté de l'appel 2012 par le cluster sécurité alimentaire. Cependant, cette moyenne globale flatteuse cache d'importants déséquilibres de niveau de financement entre secteurs, ce qui ne permet pas aux acteurs humanitaires d'apporter une réponse équilibrée telle que planifiée dans le cadre de l'Appel Global. Sur une dizaine de secteurs d'activités repris dans l'appel, près de la moitié dont l'Education, l'Eau, hygiène et assainissement, la Protection, le Relèvement précoce et la Santé n'ont pas encore mobilisé la moitié des financements demandés – trois d'entre eux sont encore financés en dessous du tiers des montants demandés.

### En mal de financement, EHA doit continuer la réponse contre le choléra

L'Eau, hygiène et assainissement (EHA) est l'un des trois secteurs les moins financés de l'Appel 2013 avec seulement \$4 millions de fonds mobilisés sur un total de \$19,5 millions, soit un taux de mobilisation d'environ 20,6%. Plus de 74% des fonds mobilisés proviennent du CERF dont \$ 1,5 million dans le cadre des urgences sous-financés et autres \$ 1,5 million dans le cadre de la réponse rapide à l'épidémie de choléra et aux inondations. Le sous-financement du secteur EHA constitue un grand défi pour les acteurs humanitaires évoluant dans ce secteur, notamment dans le cadre des activités préventives tant dans la lutte contre le choléra que contre la malnutrition.

Selon la Direction de la surveillance et de la riposte aux épidémies (DSRE), 570 cas de choléra dont 13 décès ont été rapportés essentiellement dans la région de Tillabéry entre mai et octobre 2013, soit un taux de létalité de 2,28%, bien au-dessus de la norme de 1% fixée par l'OMS. La réponse EHA y relative axée sur la formation, la sensibilisation ou l'éducation à l'hygiène, la désinfection, l'installation de poste de réhydratation orale, le suivi et analyse de la qualité de l'eau à domicile, etc. a déjà atteint près de 90% des bénéficiaires ciblés. L'enregistrement de nouveaux cas au cours des deux dernières semaines d'octobre dans trois nouveaux districts sanitaires, est un indicateur que plus de moyens sont nécessaires pour faire face au choléra.

### Les projets d'intervention EHA dans la nutrition non financés

Assurer l'accès à l'eau potable, à un environnement sain et à de bonnes pratiques d'hygiène sont d'une importance extrême dans la lutte contre la malnutrition, cette

*Outre le CERF, la lutte contre le choléra a bénéficié de l'appui de ECHO, de la Coopération espagnole, de UK Committee et des fonds propres des acteurs impliqués dans les activités EHA.*



Crédit: Plan Niger  
Sakoira, région de Tillabéry, Niger (sept. 2013) – Un membre de l'équipe de désinfection s'approprie à descendre sur le terrain.

*Aucun des projets « EHA dans la nutrition » dans le cadre du CAP 2013 pour un coût global de \$ 8,7 millions n'a été financé à ce jour.*

dernière est l'une des priorités de l'action humanitaire au Niger. Selon les conclusions d'une étude de l'ONG Médecins Sans Frontières (MSF), 36% d'enfants malnutris présentent une infection secondaire, dont 69% étaient liées à l'eau. L'efficacité des programmes d'alimentation thérapeutique ambulatoires dépendraient ainsi en grande partie d'une adéquation des systèmes d'approvisionnement d'eau dans les villages des patients.

Les clusters EHA et Nutrition ont défini depuis le mois de mai un « paquet minimum d'activités EHA dans les interventions nutritionnelles » devant être menées tant dans les centres de prise en charge nutritionnelle qu'au niveau communautaire. Et près de 40% des 18 projets soumis au CAP 2013 par le cluster EHA, ont été articulés autour de la problématique « EHA dans la Nutrition » pour un coût de \$ 8,7 millions. Cependant, aucun de ces projets n'a été à ce jour financé. Bien des acteurs dont les ONG ACF, Save the Children, Solidarités International, CISP, ainsi que l'UNICEF et la Croix-Rouge Française font des efforts pour mettre en œuvre des programmes dans cette approche en dehors du CAP. La lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes ne sera victorieuse que si des activités sont menées en amont, notamment dans les domaines de l'EHA, de la santé et de la résilience. Des interventions dans ces domaines constituent sans nul doute un bond vers de meilleurs résultats.

### **Déjà \$14,3 millions du CERF pour le Niger en 2013**

Pour accélérer la mise en œuvre des projets sous-financés dans le cadre de l'Appel global 2013, le Fonds central pour les urgences humanitaires (CERF) a octroyé au cours du mois d'octobre \$7,9 millions à cinq agences du système des Nations Unies – la FAO, l'OMS, le PAM, l'UNFPA et l'UNICEF –, ainsi qu'à l'Organisation internationale des migrations (OIM). Les projets financés visent à venir en aide à plus de 650 000 personnes vulnérables réparties dans toutes les régions du pays. Les agences bénéficiaires travailleront en collaboration avec d'autres partenaires opérationnels dont les ONG dans la mise en œuvre des projets retenus.

Outre les urgences sous-financées, le CERF a également octroyé \$6,4 millions depuis le mois de juillet dernier au Niger pour permettre la mise en place de la réponse rapide face à l'épidémie de choléra, aux mouvements forcés de populations, aux inondations et aux interventions pour protéger les moyens de subsistance des populations vulnérables. Ce qui porte à \$ 14,3 millions l'enveloppe accordée par CERF en l'espace de quatre mois cette année. En 2012, l'enveloppe CERF pour le Niger s'élevait à \$ 24,6 millions, essentiellement consacrée à la réponse rapide aux différentes urgences.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Boubacar Hamani Abdoulaye**, Assistant à l'Information Publique, [boubacarhamani@un.org](mailto:boubacarhamani@un.org), (+227) 97 86 9615

**Médard Lobota**, Chargé de l'Information Publique et Plaidoyer, [lobota@un.org](mailto:lobota@un.org), (+227) 99 71 71 39

**Dieudonné Bamouni**, Chef de Bureau, [dieudonneb@un.org](mailto:dieudonneb@un.org), (+227) 96 00 94 98

Les *bulletins humanitaires* d'OCHA Niger sont disponibles sur [www.unocha.org/niger](http://www.unocha.org/niger) | [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)